

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Tierce Maintenance Applicative de la
solution de Gestion de Maintenance
Assistée par Ordinateur (GMAO3) de
Météo-France**

Marché n° 2536F0024

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
2.1. Du marché.....	4
2.2. Des marchés subséquents.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
6.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	5
6.2. Au titre des bons de commande.....	5
6.3. Au titre des marchés subséquents.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	6
9. Variantes.....	6
10. Réalisation des prestations.....	6
10.1. Prestations attendues.....	6
10.2. Établissement des bons de commande.....	6
10.3. Modalités d'attribution et conditions d'exécution des marchés subséquents.....	7
10.3.1. Passation des marchés subséquents.....	7
10.3.2. Termes non couverts par la partie « accord-cadre ».....	7
10.3.3. Consultation sans suite.....	7
10.3.4. Délai d'exécution des marchés subséquents.....	7
10.3.5. Lieu d'exécution.....	8
10.3.6. Livraison des livrables.....	8
11. Modalités d'exécution.....	8
11.1. Compétences attendues.....	8
11.2. Réunion de lancement.....	8
11.3. Lieux de réalisation des prestations.....	8
11.4. Livrables.....	8
11.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	8
11.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	9
11.7. Sous-traitance.....	9
11.8. Gestion des emballages.....	9
11.9. Maintenance des prestations dans les locaux de Météo-France.....	9
12. Obligations des deux parties.....	9
12.1. Obligations mutuelles.....	9
12.2. Obligations de Météo-France.....	9
12.3. Obligations du titulaire.....	9
12.3.1. Niveau de qualification des intervenants.....	9
12.3.2. Propriétés des résultats.....	10
12.3.3. Assurances.....	10
12.4. Insertion sociale.....	10
12.5. Obligations environnementales du titulaire.....	10
12.6. Accès réglementé aux locaux.....	10
12.7. Secret professionnel.....	11
12.8. Transfert des données.....	11
12.9. Information et conseil.....	11
13. Constatation de l'exécution des prestations.....	11
13.1. Généralités.....	11
13.2. Au titre des prestations forfaitaires.....	11
13.3. Au titre des bons de commande.....	12
13.4. Au titre des marchés subséquents.....	12
13.5. Décision prise à l'issue des opérations de vérification.....	13

14. Garantie.....	13
15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	13
16. Propriété intellectuelle.....	14
16.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	14
16.2. Régime des résultats.....	14
17. Protection des données personnelles.....	14
17.1. Champ d'application.....	15
17.2. Durée de conservation et sort des données.....	15
17.3. Obligations du titulaire.....	16
17.4. Mesures de sécurité.....	16
17.5. Sous-traitance.....	16
17.6. Droit d'information des personnes concernées.....	16
17.7. Notification des violations de données à caractère personnel.....	17
17.8. Assistance.....	17
17.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	17
17.10. Documentation.....	17
18. Établissement des prix.....	17
18.1. Définition.....	17
18.2. Révision des prix.....	18
18.3. Clauses de butoir et de sauvegarde.....	18
18.3.1. Clause de butoir.....	18
18.3.2. Clause limitative dite « de sauvegarde ».....	18
18.4. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	18
19. Paiements.....	18
19.1. Avance.....	18
19.1.1. Partie prestations forfaitaires.....	18
19.1.2. Partie accord-cadre à bons de commande ou marchés subséquents.....	19
19.2. Modalités de paiement.....	19
19.2.1. Prestations forfaitaires.....	19
19.2.2. Autres prestations.....	19
19.3. Intérêts moratoires.....	19
19.4. Établissement des factures.....	20
20. Cession ou nantissement des créances.....	20
21. Pièces et attestations à fournir.....	21
21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	21
21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	21
21.3. Liste nominative du personnel étranger.....	21
21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	21
22. Pénalités.....	22
22.1. Pénalités pour dépassement du délai de traitement d'un dysfonctionnement.....	22
22.2. Pénalités pour dépassement du délai de résolution pour dysfonctionnement de priorité « normale » et « critique ».....	22
22.3. Pénalités pour dépassement du délai de résolution pour dysfonctionnement de priorité « bloquante ».....	22
22.4. Autres pénalités.....	22
22.4.1. Pénalités pour non-respect du rendez-vous lors d'une intervention sur site.....	22
22.4.2. Pénalités pour non remise des livrables.....	22
22.4.3. Pénalités pour absence aux opérations de vérification.....	23
22.5. Pénalités pour non remise d'offre ou d'offre inappropriée au titre de l'accord-cadre.....	23
22.6. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	23
22.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	24
22.8. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	24
22.9. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets.....	24
23. Résiliation.....	24
24. Litiges et attribution de juridiction.....	24
25. Dérogations.....	24

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

Le marché public a pour objet la tierce maintenance applicative de l'outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur 3 (GMAO3) de Météo-France.

2. Documents contractuels

2.1. Du marché

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement n° 2536F0024, dûment complété et signé, et ses deux annexes, à savoir l'annexe n° 1 : annexe financière, l'annexe n° 2 : annexe relative à la co-traitance et/ou sous-traitance dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 2536F0024 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2536F0024 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

2.2. Des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents viennent en complément des pièces contractuelles du marché. Les documents contractuels sont décrits dans chaque marché subséquent. En cas de contradiction entre ces pièces, celles des marchés subséquents prévalent sur celles du présent marché.

3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

- Forme du marché :

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 4 / 25
--	-----------	-------------

Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire.

L'autre partie est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire des articles R. 2162-1 à R. 2162-9 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécutée en partie par :

- l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique,
- la conclusion de marchés subséquents en application des articles R. 2162-7 à R. 2162-9 dudit code.

Les bons de commandes et les marchés subséquents peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

5. Durée du marché public

Le présent marché public est passé pour une période initiale de deux ans à compter de sa date de notification.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible de manière tacite deux fois par période d'un an sans toutefois pouvoir dépasser une durée totale de quatre ans. Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins deux mois avant l'échéance.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Des représentants de Météo-France et du titulaire peuvent se réunir peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

6.1. Au titre des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires, prestations de maintenance corrective/support et de maintenance préventive forfaitaire commencent à s'exécuter à la date de notification du marché.

6.2. Au titre des bons de commande

Les prestations à bons de commande débutent à la date de notification du bon de commande concerné. Le délai de réalisation des prestations est indiqué sur chaque bon de commande.

6.3. Au titre des marchés subséquents

Les prestations relatives notamment à une montée de version majeure et/ou à l'évolution de la GMAO sont définies et réalisées par marché subséquent.

Le démarrage ainsi que le délai de réalisation sont indiqués dans chaque marché subséquent.

7. Montant du marché public

Les montants forfaitaires annuels relatifs à la maintenance corrective/support et à la maintenance préventive sont mentionnés dans l'annexe financière, annexe 1, à l'acte d'engagement n° 2536F0024.

La partie relative à l'accord-cadre est passée sans minimum et avec un maximum fixé, sur toute la durée de validité du marché, périodes de reconduction comprises, à cent quatre-vingt dix-sept mille euros hors taxes (197 000 € HT) soit deux cent trente-sept mille euros toutes taxes comprises (237 000 € TTC).

Le montant maximum indiqué ci-dessus inclut :

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 5 / 25
--	-----------	-------------

- Les bons de commande passés pour toute montée de version mineure, les prestations d'assistance, et les prestations de rédaction d'une procédure d'installation complète ;
- les marchés subséquents passés pour les prestations de montées de version majeures et/ou les prestations d'évolution de la solution.

8. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée conformément aux articles 2, 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG/TIC.

9. Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

10. Réalisation des prestations

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2536F0024.

10.1. Prestations attendues

Les prestations concernent la maintenance corrective/support et/ou la maintenance préventive ainsi que l'évolution de l'outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur.

10.2. Établissement des bons de commande

Lorsqu'un besoin en prestation d'assistance, en montée de version mineure, en rédaction d'une procédure d'installation complète est identifié, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande sur lequel sont précisés la prestation à réaliser, le nombre de jours nécessaires ainsi que la période de réalisation des prestations commandées. Les coûts sont issus de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les bons de commande peuvent être passés pendant la période de validité du marché. Chaque bon de commande émis est signé et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur de Météo-France ou son représentant habilité. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France après notification du marché.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte les mentions suivantes :

- ➔ le nom ou la raison sociale du titulaire,
- ➔ la date de notification et le numéro du marché, à savoir n° 2536F0024,
- ➔ la date et le numéro du bon de commande,
- ➔ la nature et la description de la prestation à réaliser,
- ➔ le délai d'exécution et/ou de livraison de la prestation,
- ➔ le coût de la prestation à réaliser,
- ➔ la quantité et le prix unitaire d'une journée d'assistance sans rédaction de documentation,
- ➔ la quantité et le prix unitaire d'une journée d'assistance avec rédaction de documentation et le livrable attendu,
- ➔ la période de réalisation sur laquelle les prestations sont effectuées,
- ➔ les montants hors taxes et toutes taxes comprises du bon de commande concerné,
- ➔ le taux et le montant de la TVA.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification. Leur durée d'exécution ne peut en aucun cas dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du présent marché.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 6 / 25
---	-----------	-------------

Les délais de réalisation ou de livraison des prestations commandées sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés).

Le titulaire doit aviser le correspondant technique de Météo-France de tout retard et préciser son motif avant la fin du délai d'exécution du bon de commande concerné.

10.3. Modalités d'attribution et conditions d'exécution des marchés subséquents

10.3.1. Passation des marchés subséquents

La partie de ce marché passé sous forme d'un accord-cadre à marchés subséquents est mono-attributaire. Les marchés subséquents conclus sur son fondement ne font pas l'objet d'une remise en concurrence préalable.

Toute montée de version majeure fait l'objet d'un marché subséquent. À la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur fait parvenir au titulaire du marché une demande via la plateforme des achats de l'État (PLACE) comportant tous les éléments nécessaires à la présentation de son offre.

Le pouvoir adjudicateur fixe un délai maximal de réception de l'offre que le titulaire du marché s'engage à respecter sous peine de l'application de pénalités fixées à l'article 22 du présent document.

Météo-France s'engage à respecter un délai minimal de réception de l'offre d'au moins quinze jours.

Le titulaire s'engage pour la durée de validité de la partie accord-cadre et des marchés subséquents à être en mesure de fournir l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Le titulaire du marché est tenu de proposer une offre respectant les termes du marché. Le titulaire remet une offre fondée sur les bases du marché. Toutefois dans le cas d'un éventuel ajout ou modification d'une prestation, des prix complémentaires peuvent être demandés.

Les marchés subséquents ainsi conclus sont notifiés dans les conditions fixées aux articles R. 2182-2 à R.2182-4 du code de la commande publique.

10.3.2. Termes non couverts par la partie « accord-cadre »

Les termes non couverts par la partie accord-cadre sont :

- La définition des prestations à réaliser,
- Les prestations d'assistance à paramétrage,
- La durée d'exécution des prestations demandées,
- Le lieu de réalisation des prestations,
- Le ou les livrables attendus,
- La date de remise des livrables,
- Les acomptes éventuels,
- Les tests et leur recette,
- La réversibilité.

Chaque marché subséquent précise les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations à réaliser. Préalablement à la conclusion des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur peut demander par écrit au titulaire de compléter son offre.

10.3.3. Consultation sans suite

Météo-France se réserve le droit de ne pas donner suite à une consultation en cas d'offre insatisfaisante remise par le titulaire.

10.3.4. Délai d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution de chaque marché subséquent prend effet à compter de sa date de notification sauf si la date de commencement des prestations est postérieure à la date de notification du marché subséquent

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 7 / 25
--	-----------	-------------

concerné. Dans ce cas, soit la date de début des prestations est mentionnée dans le marché subséquent soit elle est fixée par ordre de service en commun accord entre les deux parties. La durée maximale de chaque marché subséquent est fixée lors de la passation. Elle ne peut dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du présent marché.

Les délais fixés dans chaque marché subséquent sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés). Le titulaire doit aviser Météo-France de tout retard et son motif avant la fin du délai d'exécution.

10.3.5. Lieu d'exécution

Chaque marché subséquent précise le ou les lieux d'exécution des prestations.

10.3.6. Livraison des livrables

Chaque marché subséquent indique les livrables attendus dans le cadre de la ou des prestations demandées. La livraison du ou des différents livrables est effectuée à Météo-France dans le ou les délais fixés dans le marché subséquent concerné.

Des tests, définis dans le marché subséquent concerné, peuvent être joués en usine avant livraison à Météo-France et rejoués en présence de Météo-France sur site lors de la livraison. Une recette au titre des livrables est définie dans le marché subséquent concerné.

11. Modalités d'exécution

11.1. Compétences attendues

Météo-France attend du titulaire qu'il mette en œuvre toutes les compétences attendues pour réaliser ce marché et les marchés subséquents conclus sur son fondement.

11.2. Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée au démarrage du marché. Elle est fixée d'un commun accord entre les deux parties.

Une réunion de lancement peut être tenue lors du démarrage de chaque marché subséquent. Cette réunion est définie dans le marché subséquent concerné.

11.3. Lieux de réalisation des prestations

Les prestations sont réalisées dans les locaux du titulaire et sur le site de la Météopole à Toulouse.

11.4. Livrables

Les livrables sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2536F0024, dans le bon de commande notamment pour les prestations d'assistance avec rédaction de documentation associée ainsi que dans les marchés subséquents.

En cas de retard constaté par rapport à la date de remise des livrables, des pénalités sont encourues, telles que définies à l'article 22 ci-après.

11.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les articles 3.7.4 et 3.8.4 ainsi que les articles 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG/TIC s'appliquent.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 8 / 25
--	-----------	-------------

11.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire doit respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise. Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

11.7. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France. Le sous-traitant éventuel est tenu de respecter les obligations du présent marché.

11.8. Gestion des emballages

Il n'est pas dérogé aux articles 20.2.1 et/ou 20.2.2 du CCAG/TIC.

11.9. Maintenance des prestations dans les locaux de Météo-France

Les plages horaires durant lesquelles le titulaire peut intervenir sur le site de Météo-France sont les suivantes : de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

12. Obligations des deux parties

12.1. Obligations mutuelles

Chacune des parties s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie ainsi que sur les données transmises et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à l'utiliser ou à en avoir connaissance.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

12.2. Obligations de Météo-France

Afin que la prestation puisse s'effectuer de manière satisfaisante, il incombe à Météo-France de fournir toutes informations nécessaires à l'exécution du présent marché conformément au CCTP n° 2536F0024.

Météo-France s'engage à fournir un environnement conforme aux spécifications techniques exigés par la réglementation en vigueur.

12.3. Obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations dans les conditions définies dans les documents contractuels et selon les textes en vigueur.

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité. Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier des accidents du travail, des accidents survenus du fait du personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des opérations ou des vols sur le site imputables à ce personnel.

12.3.1. Niveau de qualification des intervenants

Pour la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à mettre à disposition de Météo-France des intervenants dont le profil correspond aux curriculum vitae fournis dans sa proposition technique ou à défaut des intervenants disposant au moins du même niveau de qualification et d'expérience que ceux qui sont mentionnés dans sa proposition technique.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 9 / 25
--	-----------	-------------

Dans le cas où un membre de l'équipe dédiée quitte la structure ou est remplacé, le titulaire en avise, sans délai, le correspondant technique de Météo-France ou son représentant et lui indique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel agent, qui doit être, au minimum, d'un niveau de qualification équivalent. Le changement est assujéti à l'accord de Météo-France.

Dans le cas où un membre de l'équipe technique du titulaire ne convient pas notamment en raison du niveau de mise en œuvre insuffisant au regard des compétences présentées dans son CV, le titulaire s'engage à le remplacer dans les deux semaines qui suivent la réception d'un courrier recommandé avec avis de réception envoyé par Météo-France et demandant son remplacement au vu d'arguments justificatifs factuels et documentés.

12.3.2. Propriétés des résultats

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué en application de l'article 38 du CCAG/TIC. L'admission du marché entraîne le transfert de propriété.

12.3.3. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/TIC.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir :

- en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou liés à une attaque informatique causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché ;
- couvrant les éventuels dommages causés au commanditaire et notamment à son système d'information dans le cadre de la prestation, objet du présent marché.

12.4. Insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG/TIC.

12.5. Obligations environnementales du titulaire

Afin de lutter contre la raréfaction des ressources, le réchauffement climatique et la pollution, durant toute l'exécution du marché, tous les déplacements du titulaire sur le site de Météo-France doivent être réalisés avec un mode de transport peu polluant. À tout moment, et durant toute la durée du marché, le titulaire doit être en mesure de produire tous les justificatifs permettant la traçabilité des transports utilisés, sur simple demande des services de Météo-France.

Le titulaire fournit à l'issue de chaque période annuelle du marché un état récapitulatif des déplacements effectués dans le cadre de l'exécution du marché et des moyens de transport utilisés.

12.6. Accès réglementé aux locaux

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site ainsi que son accompagnement vers les locaux. Ces intervenants doivent impérativement présenter une pièce d'identité valide. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

12.7. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

D'éventuelles modifications de paramétrage et/ou requêtes SQL peuvent être demandées au titre des journées d'assistance. Le secret professionnel est étendu aux résultats obtenus.

D'éventuels développements spécifiques peuvent être demandés. Le secret professionnel est étendu aux résultats obtenus.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

12.8. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

12.9. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

13. Constatation de l'exécution des prestations

13.1. Généralités

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Elles se déroulent sur le site de Météo-France – 42, avenue Gaspard Coriolis à Toulouse.

Le support du titulaire est requis durant les opérations de vérification pour effectuer les corrections en cas de dysfonctionnements constatés. Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour la vérification afin de lui permettre d'y assister à distance. L'absence du titulaire fait obstacle au déroulement des opérations de vérification. Une pénalité est appliquée conformément à l'article 22 ci-dessous.

13.2. Au titre des prestations forfaitaires

Cet article déroge aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Météo-France constate le service fait semestriellement au titre de la maintenance corrective/support. Cette constatation est effectuée au vu des dysfonctionnements signalés et des dysfonctionnements résolus.

Météo-France constate le service fait semestriellement au titre de la maintenance préventive forfaitaire. Cette constatation est effectuée au vu des modifications réalisées sur les développements spécifiques lors de corrections ou lors de nouvelles versions des logiciels publiées par l'éditeur et celles fournies par le titulaire.

En cas de dysfonctionnement, des pénalités sont appliquées conformément à l'article 22 ci-après.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 11 / 25
--	-----------	--------------

13.3. Au titre des bons de commande

Cet article déroge aux articles 29 et 33 du CCAG/TIC.

Montée de version mineure

Dans le cadre d'un bon de commande émis pour la montée de version mineure, le titulaire informe Météo-France de la mise à disposition d'un patch et communique la marche à suivre pour son installation.

Le support du titulaire est requis durant ces opérations de vérification. Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour la vérification afin de lui permettre d'y assister à distance. L'absence du titulaire fait obstacle au déroulement de ces opérations de vérification.

Les opérations de vérification débutent pour une durée d'une semaine. Elles ont pour objet de contrôler :

- ➔ la conformité du travail fait et du travail commandé par le pouvoir adjudicateur,
- ➔ la mise en œuvre par le titulaire des moyens définis dans les documents du marché,
- ➔ la réalisation de la prestation à la charge du titulaire conformément aux dispositions contractuelles.

À l'issue des opérations de vérification simplifiées, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Il n'est pas dérogé à l'article 34 du CCAG/TIC en ce qui concerne l'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet.

Prestations d'assistance

Météo-France établit la décision de service fait dès réalisation d'une, de plusieurs ou de la totalité des prestations d'assistance. Ces opérations ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé par le pouvoir adjudicateur, comme mentionné à l'article 31 du CCAG/TIC.

Si un ou des livrables sont fournis au titre du bon de commande concerné, Météo-France effectue, dès réception du document et sous huit (8) jours ouvrés, la lecture du livrable.

À l'issue des opérations de vérification simplifiées ou après lecture du livrable, Météo-France prononce soit le service fait valant admission des prestations d'assistance, soit l'ajournement, soit le rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

Rédaction d'une procédure d'installation complète

À réception de la procédure, Météo-France réalise une installation complète avec le document fourni par le titulaire conformément à l'article 4.2.3 du CCTP.

Météo-France établit la décision de service fait après validation de l'installation et donc de la documentation.

À l'issue des opérations de vérification simplifiées, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Il n'est pas dérogé à l'article 34 du CCAG/TIC en ce qui concerne l'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet.

13.4. Au titre des marchés subséquents

Cet article déroge aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Les opérations de vérifications commencent lorsque les livrables ont été remis à Météo-France (cf. article 4.3 du CCTP n° 2536F0024 et précisions mentionnées au titre du marché subséquent).

Une vérification quantitative est réalisée. Ces opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité du travail fait et le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

Des tests peuvent être joués en usine avant livraison à Météo-France et rejoués en présence de Météo-France sur site lors de la livraison. Une recette au titre des livrables est définie dans le marché subséquent concerné.

Puis une vérification qualitative est réalisée avec vérification d'aptitude et vérification de service régulier. Ces opérations ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 12 / 25
--	-----------	--------------

La vérification d'aptitude intervient sous une semaine après la remise des livrables définis dans le marché subséquent concerné. Le point de départ est la réalisation des prestations et la remise des livrables attendus. Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude est mentionné ci-dessus. Elle a pour objet de constater que les prestations réalisées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre et du marché subséquent concerné.

Si la vérification d'aptitude est positive, le pouvoir adjudicateur en avise le titulaire par mail. Le support du titulaire est requis durant ces opérations de vérification. Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour la vérification afin de lui permettre d'y assister à distance. L'absence du titulaire fait obstacle au déroulement de ces opérations de vérification. Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément à l'article 34 du CCAG/TIC.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitations prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité de service s'observe pendant vingt (20) jours ouvrés à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

À l'issue des opérations de vérification simplifiées, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

13.5. Décision prise à l'issue des opérations de vérification

À l'issue des opérations de vérification simplifiées, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC. Il n'est pas dérogé à l'article 34 du CCAG/TIC en ce qui concerne l'admission, l'ajournement, la refaction et le rejet.

14. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée d'un an. Les clauses de garantie sont définies dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG/TIC.

15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'observation est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la directrice des systèmes d'observation (DSO). Elle est l'interlocutrice du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des Systèmes d'Observation (DSO)
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex 01

Le correspondant technique de Météo France ou son représentant est désigné à la notification du marché.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 13 / 25
--	-----------	--------------

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable secondaire
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 1

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- les coordonnées du centre de support (hotline) où signaler les dysfonctionnements ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 21 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 50.1 du CCAG/TIC sont ramenés à quinze jours.

16. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

16.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Si le titulaire incorpore des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard qui, sans être incorporées aux résultats, sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, il s'engage à ce qu'elles bénéficient d'un régime de licence libre.

16.2. Régime des résultats

Par dérogation aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du CCAG/TIC les résultats sont cédés à Météo-France à titre exclusif. L'exploitation et la publication des résultats par le titulaire ne sont pas autorisées.

Il est dérogé à l'article 46.2.2 du CCAG/TIC.

17. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/TIC.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 14 / 25
---	-----------	--------------

17.1. Champ d'application

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est la maintenance corrective, préventive et évolutive de la solution GMAO, outil stockant et exploitant des données à caractère personnel. Il comprend également des prestations d'assistance.

Les données personnelles, présentes en GMAO et nécessaires pour la gestion de la maintenance, ne doivent pas être utilisées par le titulaire au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour répondre à l'objectif du marché mentionné ci-dessus.

La finalité du traitement de données personnelles est la gestion de la maintenance.

Les sous-finalités sont :

- La gestion des interventions (préventif, correctif, amélioratif...) ;
- La gestion des matériels ;
- La gestion des fournisseurs ;
- La gestion des intervenants (habilitation par exemple).

La base légale du traitement est le paragraphe 1.f de l'article 6 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), à savoir :

« Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant. »

Les données manipulées sont :

- Les habilitations des agents de Météo-France ;
- Les données personnelles des agents de Météo-France : nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone, lieu de travail, données de connexion... ;
- Les données personnelles des fournisseurs : nom et prénom des contacts, adresse mail, numéro de téléphone...

Les catégories de personnes concernées sont notamment les salariés utilisateurs de l'application et les fournisseurs, à savoir :

- Les agents de maintenance ;
- Les responsables de la maintenance ;
- Les demandeurs/émetteurs de signalements ;
- Les administrateurs ;
- Les logisticiens.

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son mémoire technique en indiquant les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

17.2. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer et ne pas autoriser les données auxquelles il aurait pu avoir accès. Il ne doit pas faire de copie. Le transfert n'est pas autorisé.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 15 / 25
--	-----------	--------------

17.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

17.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

17.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

17.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières.

17.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

17.8. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

17.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

17.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

18. Établissement des prix

18.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière (annexe 1) de l'acte d'engagement n° 2536F0024, établis dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres, sont établis sous forme de forfaits annuels et de prix unitaires. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix des prestations de maintenance sont forfaitaires et révisables. Les montants forfaitaires annuels incluent la maintenance corrective/support et la maintenance préventive forfaitaire comme définies dans le CCTP n° 2536F0024.

Les prix des prestations à bons de commande sont unitaires et révisables.

Les prix des marchés subséquents sont définis par les documents particuliers de chaque marché.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

18.2. Révision des prix

Les prix (montants annuels forfaitaires et prix unitaires) établis dans les conditions économiques au mois de la remise de l'offre (mars 2025) et mentionnés à l'annexe financière (annexe 1) de l'acte d'engagement sont révisés annuellement à partir de la première date anniversaire du marché public.

L'indice de référence est l'indice mensuel Syn Rév établi par la Fédération Syntec et publié sur le site internet <https://www.syntec.fr/>.

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (F_n/F_0)$$

dans laquelle :

- P_n est le prix révisé pour l'année n.
- P_0 est le prix initial figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement n° 2536F0024.
- F_n est la dernière valeur non provisoire de l'indice de référence publiée à la date du calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.
- F_0 est la valeur de l'indice de référence afférente au mois au cours duquel le titulaire a remis son offre (mars 2025).

La révision de prix est calculée par Météo-France, qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Le prix révisé (P_n) par application de ce coefficient est arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

18.3. Clauses de butoir et de sauvegarde

18.3.1. Clause de butoir

Météo-France admet, lors de la révision des prix, une augmentation maximale annuelle des prix du titulaire de 3 %. Si les prix venaient, lors des révisions pratiquées chaque année, à dépasser l'augmentation de 3 % fixée ci-dessus, il est fait application de ce butoir sur les prix pour déterminer les nouveaux prix du marché.

18.3.2. Clause limitative dite « de sauvegarde »

Dans tous les cas la clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Météo-France se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,5 % l'an pour tout ou partie des prestations objet du présent marché public.

18.4. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

19. Paiements

19.1. Avance

19.1.1. Partie prestations forfaitaires

Sans objet.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 18 / 25
--	-----------	--------------

19.1.2. Partie accord-cadre à bons de commande ou marchés subséquents

L'option B du CCAG s'applique.

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, le taux de l'avance est de 10 %. Ce taux s'applique pour chaque bon de commande et marché subséquent supérieurs à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance de chaque bon de commande, de chaque marché subséquent s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance de chaque bon de commande, de chaque marché subséquent est terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ou du marché subséquent concerné.

19.2. Modalités de paiement

19.2.1. Prestations forfaitaires

En raison du type de service assimilable à des abonnements, le paiement de la redevance annuelle de maintenance corrective/support et de maintenance préventive forfaitaire s'effectue à terme à échoir, en dérogation aux règles de la commande publique.

Les prestations forfaitaires sont payées semestriellement à compter de la date de réception de la facture correspondante.

19.2.2. Autres prestations

- a) Pour le paiement des bons de commande, le titulaire établit une facture après exécution partielle ou totale des prestations, objet du bon de commande concerné, et prononcé du service fait des prestations par Météo-France suivant les règles de la comptabilité publique, règles prévues à l'article 11 du CCAG/TIC.
- b) Le paiement des marchés subséquents, en l'absence de stipulations contraires dans le marché concerné, est effectué après admission sous l'autorité de la personne habilitée ou de son représentant, suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/TIC. Le titulaire établit une facture détaillée après exécution des prestations et notification de la décision d'admission de ces prestations par Météo-France.

Les prestations passées par bon de commande ou par marché subséquent sont payées à terme échu après prononcé du service fait ou après admission prononcée par Météo-France ou à compter de la réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à l'admission des prestations.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

19.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 19 / 25
--	-----------	--------------

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

19.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2536F0024
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 36DSOA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

20. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

21. Pièces et attestations à fournir

21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

21.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 21 / 25
--	-----------	--------------

- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

22. Pénalités

Dans cet article il est dérogé à l'article 14 du CCAG/TIC.

Les pénalités sont applicables pour des retards imputables du fait du titulaire. En cas de report d'une intervention décidé par Météo-France, la durée de ce report n'est pas prise en compte dans le calcul global des délais. Les pénalités commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

22.1. Pénalités pour dépassement du délai de traitement d'un dysfonctionnement

Dans le cas où le délai de traitement d'un dysfonctionnement, tel que mentionné dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2536F0024 paragraphe 4.1.2, est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de cinquante euros hors taxes (50 € HT) par jour ouvré de retard.

22.2. Pénalités pour dépassement du délai de résolution pour dysfonctionnement de priorité « normale » et « critique »

Dans le cas où les délais de résolution, pour lesquels le titulaire s'est engagé dans son mémoire technique, sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt les pénalités forfaitaires définies ci-dessous :

- ➔ Cas d'un dysfonctionnement de priorité « normale » : le montant de la pénalité forfaitaire est de cinquante euros hors taxes (50 € HT) par jour ouvré de retard ;
- ➔ Cas d'un dysfonctionnement de priorité « critique » : le montant de la pénalité forfaitaire est de soixante-quinze euros hors taxes (75 € HT) par jour ouvré de retard.

22.3. Pénalités pour dépassement du délai de résolution pour dysfonctionnement de priorité « bloquante »

Dans le cas où le délai de résolution d'un dysfonctionnement de priorité « bloquante », tel que mentionné dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2536F0024 paragraphe 4.1.2, est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de cent euros hors taxes (100 € HT) par jour ouvré de retard.

22.4. Autres pénalités

22.4.1. Pénalités pour non-respect du rendez-vous lors d'une intervention sur site

En cas de non-respect du rendez-vous fixé d'un commun accord entre Météo-France et le titulaire, tel que mentionné au paragraphe 3.4 du CCTP n° 2536F0024, le titulaire encourt une pénalité de mille euros hors taxes (1 000 € HT) par rendez-vous non honoré.

22.4.2. Pénalités pour non remise des livrables

Lorsque le délai contractuel pour la fourniture des livrables et/ou pour la réalisation de la prestation commandée est dépassé, le titulaire encourt la pénalité suivante :

$$P = V \cdot R / 200$$

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 22 / 25
--	-----------	--------------

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur pénalisée, soit le montant HT des prestations ;

R = Nombre de demi-journées de retard.

22.4.3. Pénalités pour absence aux opérations de vérification

En cas d'absence lors des opérations de vérification, le titulaire encourt la pénalité suivante :

→ Cinq cents euros hors taxes (500 € HT) par absence constatée.

22.5. Pénalités pour non remise d'offre ou d'offre inappropriée au titre de l'accord-cadre

Est considérée comme inappropriée une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut, en conséquence, être assimilée à une absence d'offre. Les dispositions applicables à l'absence de remise d'offres sont en tous points applicables aux offres inappropriées.

Lorsque, dans le délai fixé, le titulaire de l'accord-cadre signifie par lettre recommandée avec accusé de réception à Météo-France qu'il n'est pas en mesure de remettre une offre, Météo-France se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire pour défaillance d'un montant de mille euros hors taxes (1 000 € HT).

Lorsque, après expiration du délai, le titulaire de l'accord-cadre signifie par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois jours ouvrés après le délai fixé, à Météo-France qu'il n'est pas en mesure de remettre une offre, Météo-France se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire pour défaillance d'un montant de mille cinq cents euros hors taxes (1 500 € HT).

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre n'informe pas Météo-France qu'il n'est pas en mesure de remettre une offre dans le délai fixé pour un marché subséquent, il encourt une pénalité pour défaillance d'un montant égal à 5 % du montant hors taxe de l'accord-cadre.

22.6. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant hors taxes exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant hors taxes exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

22.7. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Il est dérogé à l'article 16.1.5 du CCAG/TIC.

22.8. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG/TIC, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de cinq cents euros hors taxes (500 € HT) en cas d'absence de production de tous les justificatifs permettant la traçabilité des transports utilisés (cf article 12.5).

22.9. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets

Il est dérogé à l'article 20.4 du CCAG/TIC.

23. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/TIC.

Sans préjudices des stipulations du CCAG/TIC, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 21.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG/TIC.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

24. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG/TIC, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

25. Dérogations

Les stipulations de l'article 12.4 « Insertion sociale » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 16.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 13.2 « Constatation de l'exécution au titre des prestations forfaitaires » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 13.3 « Constatation de l'exécution au titre des bons de commande » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 29 et 31 du CCAG/TIC.

Cahier des clauses administratives particulières n° 2534F0024	TMA-GMAO3	Page 24 / 25
--	-----------	--------------

Les stipulations de l'article 13.4 « Constatation de l'exécution au titre des marchés subséquents» du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 29 à 33 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 15 « Personnes désignées pour l'exécution » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au o) de l'article 50.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 16.2 « Régime des résultats » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 46.2.2 et partiellement aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 18.2 « Révision des prix » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 22 « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 14 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 22.7 « Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 16.1.5 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 22.8 « Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 16.2.3 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 22.9 « Pénalités pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets » du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 20.4 du CCAG/TIC.